

# LE FRONT NATIONAL ET LES DROITES POPULISTES XÉNOPHOBES EUROPÉENNES

RENÉ MONZAT \*

*Le Front national fait partie du courant politique européen des droites populistes xénophobes, nourri par la profonde crise de la construction européenne. Issu de l'extrême droite, le FN porte un programme et une idéologie issus d'une décennie de réactualisation des fondamentaux des droites révolutionnaires. Son programme économique et social, antilibéral mais pas anticapitaliste, malgré ses formulations parfois empruntées à la gauche, a pour fonction de dissuader la part populaire de l'électorat du FN de céder aux sirènes de la droite libérale aux projets contradictoires avec les intérêts des salariés et ouvriers. La thématique de la préférence nationale divise les salariés face au patronat, et l'opposition nationaliste au mondialisme exonère les patrons, responsables et acteurs réels de la mondialisation. C'est un leurre qui masque les enjeux réels.*

**L**e Front national, force politique hégémonique de l'extrême droite, redevient un acteur politique majeur en France, après avoir connu une éclipse relative d'une décennie <sup>1</sup>. Dans le même temps, la poussée des populismes xénophobes se confirme et enfle encore en Europe.

Cet article est rédigé dans un double dessein :

- d'une part, montrer ce que le Front national, et plus généralement la situation de l'extrême droite française, a en commun avec ce que connaît le reste du continent européen,
- d'autre part, mettre en lumière ce qui est spécifique ou particulier dans le contexte français.

---

\* AUTEUR DE *LES VOLEURS DE L'AVENIR, POURQUOI L'EXTRÊME DROITE PEUT AVOIR DE BEAUX JOURS DEVANT ELLE*, ÉD. TEXTUEL, 2004

<sup>1</sup> Entre 2002, quand il n'avait pas su capitaliser la présence de Jean-Marie Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle et s'était paradoxalement affaibli, jusqu'en 2011 quand Marine Le Pen succède à son père à la présidence du parti et que le Front national réalise un score élevé aux élections cantonales.

Or malgré la bonne qualité de certains des travaux académiques ou journalistiques consacrés au Front national, les débats s'enferment trop souvent dans des interrogations purement scholastiques : le FN est-il un parti comme les autres<sup>2</sup> ? A-t-il changé avec l'arrivée à sa tête de Marine Le Pen<sup>3</sup> ? Assiste-t-on à un retour des populismes<sup>4</sup> ?

## **La montée du FN participe d'un phénomène politique continental**

Il importe de garder à l'esprit que l'impact électoral et politique du Front national, l'écho des thématiques qu'il défend, ne sont qu'un reflet, qu'un élément d'une réalité politique paneuropéenne. Des considérants strictement franco-français ne donnent au mieux qu'une partie de l'explication du phénomène.

Quand le Front national a surgi à plus de 10% aux élections européennes de 1984, après des signes avant-coureurs fin 1983 et début 1984, cette poussée pouvait s'expliquer dans un contexte politique « national » français<sup>5</sup>.

**14** Il apparaît néanmoins, avec le recul du temps, que cette irruption de l'extrême droite française dans le jeu politique ouvrait

---

<sup>2</sup> À ce niveau d'abstraction, la question est dépourvue de sens. Oui, le FN doit être analysé posément comme une manifestation de la crise des sociétés européennes, avec les instruments de compréhension qui doivent être mobilisés dans l'analyse de n'importe quel phénomène politique. Non, le FN n'est pas un parti comme les autres partis démocrates et républicains.

<sup>3</sup> Oui, il a changé de président, le discours a été un peu retouché, il n'a changé ni de nature ni de stratégie.

<sup>4</sup> Populisme est un concept aussi creux que celui de totalitarisme. En revanche, l'emploi de ces mots comme adjectifs ne pose pas de problèmes. Il y a bien des accents populistes dans les discours du Front national, comme il peut y en avoir dans des mouvements de gauche. Il y a bien des mouvements d'extrême gauche, et des partis d'extrême droite. Parler « des » populismes ou, pire, « du » populisme, « des » extrémismes ou « de » l'extrémisme, « des » totalitarismes ou « du » totalitarisme ne permet pas de bâtir le moindre raisonnement.

<sup>5</sup> Il s'agissait en particulier d'un mouvement de sécession politique de courants les plus réactionnaires de l'électorat de droite, contre ses représentants traditionnels qui n'avaient pu empêcher l'arrivée de la gauche « socialo-communiste » au pouvoir. Débarrassé de la nécessité de voter « utile » puisque la catastrophe tant crainte était survenue, un électeur qui n'avait jamais été ni vraiment républicain ni gaulliste marquait sa différence en votant pour Jean-Marie Le Pen.

une période de l'histoire politique européenne qui n'est pas refermée près de 30 années plus tard. En effet, à partir des années 1980, à des rythmes différents, d'autres mouvements comparables ont rencontré des succès électoraux. Aujourd'hui, des mouvements de droite populiste et xénophobe agissent dans nombre de pays européens après avoir souvent surgi en marge du champ politique existant. Ils constituent un ensemble de mouvements qui n'entretiennent pas de relations organisées entre eux. Ces mouvements sont présents dans toute l'Europe occidentale centrale et orientale, à quelques exceptions près (Espagne ou Portugal). Ils ont capté un impact électoral parfois important dans des sociétés aux structures sociales et politiques bien différentes : France, Italie, Suisse, Autriche, Norvège, Danemark, Roumanie, Hongrie, Russie, etc. Ce phénomène s'incarne dans des mouvements parfois éphémères, ou au pic d'influence ponctuel : mouvements locaux ou Republikaner en Allemagne, mouvements populistes polonais, Ligue des familles polonaises (LPR) et Autodéfense (Samoobrona) au début des années 2000. Le Front national s'inscrit dans ce phénomène européen et doit être analysé notamment dans ce cadre, ce qui permet de faire ressortir plusieurs caractéristiques propres du FN français.

15

Comme les autres mouvements xénophobes européens, le FN est un acteur qui tente d'occuper un espace politique qui existe indépendamment de lui. La preuve en ce qui concerne le FN réside dans les scores réalisés aux élections cantonales dans des circonscriptions où le FN n'avait aucune présence militante. Dans d'autres pays d'Europe, la succession de différentes organisations occupant ce créneau politique indique que l'espace politique préexiste aux mouvements qui s'y développent, et qu'il est plus pérenne qu'eux.

### **Une architecture idéologique centrale**

Les droites populistes xénophobes tiennent des discours qui comportent une architecture centrale, que partage le Front national. Quelques axes politiques sont communs à ces mouvements, ces thématiques les distinguent du reste du champ politique, le Front national les illustre tous :

- Le premier point commun des discours des droites populistes xénophobes réside dans l'analyse de l'évolution du monde prenant une direction néfaste. L'évolution est régressive dans tous ses aspects : économique, culturelle, morale. Cette évolution présente un aspect institutionnel qui a amené à la confiscation du pouvoir en quelques mains organisées dans des appareils politico-financiers mondiaux.

De ce point de vue, le FN est «décliniste» c'est-à-dire qu'il décrit une France sur le déclin, mais, à la différence des autres publicistes et éditorialistes déclinistes qui sont des soutiens de la droite parlementaire, il illustre une forme de déclinisme radical où la France serait sur le point de disparaître.

Le discours du FN est écartelé entre l'exaltation de la France, de la Nation, et la description d'un pays qui a déjà un pied dans la tombe, et que seul un miracle politique, constitué par l'arrivée au pouvoir du Front national, peut sauver. Le Front national bâtit année après année une comparaison implicite avec le miracle tout court que constitua l'épopée de Jeanne d'Arc, la bergère qui entendait des voix et sut «bouter les Anglais hors de France».

- Deuxièmement, en conséquence, tous ces mouvements expriment une grande crainte devant la mondialisation, celle-ci n'est pas analysée d'abord comme un phénomène économique, mais elle est vue comme une menace civilisationnelle sur l'indépendance des nations, l'identité et l'existence même des peuples.

Cette crainte se traduit en critique de la construction européenne libérale (le FN oscille entre un discours européen qui ne refuse que «cette Europe» et un discours nationaliste très étroit qui refuse «l'Europe»).

16

- En troisième lieu, ces mouvements entendent incarner une demande de volonté politique qu'ils articulent avec une critique des élites de la caste dominante des pouvoirs comme ayant partie liée avec cette évolution négative, voire comme promoteurs conscients de celle-ci.

La critique de la caste dominante s'articule souvent, dans leurs déclarations, avec une analyse de l'histoire dépendant de complots de forces occultes (Henry Coston)<sup>6</sup>, ou comme la prise de contrôle des sociétés occidentales par un capitalisme financier aux valeurs talmudiques (Alain Soral)<sup>7</sup>. Si l'évolution du monde va dans une mauvaise direction (dans un mauvais sens), elle a néanmoins une explication (un sens). De ce fait, la vision complotiste de l'histoire et une demande de politique volontariste concourent à forger la réponse du FN à la crise du sens, puisqu'il délivre une explication

---

<sup>6</sup> Henry Coston (1910-2001) assura, en publiant plusieurs dizaines de livres et brochures, la transmission de l'antisémitisme des années 1930 vers l'univers idéologique du Front national.

<sup>7</sup> Alain Soral, *Comprendre l'Empire, demain la gouvernance globale ou la révolte des nations ?* Paris, 2011, Éditions Blanche, 238 p.

du cours des événements. Ces éléments comptent beaucoup dans la capacité de séduction du FN.

- Quatrièmement, tous ces mouvements procèdent à la désignation de boucs émissaires, immigrés, minorités nationales, ou confessions religieuses.

L'ennemi, pour le FN, est « l'immigration », avec des variantes, des niveaux de langages différents selon le contexte. Pour les militants, ce sont d'abord les Arabes et musulmans, « les gris », expression souvent dite, jamais écrite, puis les Noirs. Il s'agit, chez les électeurs, d'un racisme plus culturel et social qu'ethnique, Noirs et Arabes devenant « acceptables » s'ils sont peu nombreux et invisibles <sup>8</sup>.

Dans les discours les plus construits du FN, l'ennemi est le « système immigrationniste » dont les immigrés seraient à la fois l'instrument et les victimes.

- Cinquième caractéristique commune, les courants de la droite populiste et xénophobe prétendent offrir des propositions politiques et sociales simples pour laisser les vrais nationaux entre eux.

Dans le cas du Front national, ces mesures reposent sur le triptyque: inversion des flux migratoires, retour sur les naturalisations, préférence nationale. Les trois aspects se nourrissant l'un l'autre: privés de leurs droits par la « préférence nationale », interdits d'acquérir la nationalité française (voire déchus à titre rétroactif) les étrangers ne seraient plus attirés par la « pompe aspirante » des prestations sociales et retourneraient « au pays ». Les fantasmes de *reconquista*, repousser les immigrés à la mer lors d'une « guerre ethnique » font l'objet de lapsus et de romans. De ce point de vue, le FN se distingue peu des autres mouvements de la droite xénophobe du reste de l'Europe.

Cette logique se retrouve dans le programme économique du FN dans lequel une forte proportion des recettes vient de la suppression de postes de dépense soi-disant liés à la présence des immigrés en France, soit quarante milliards d'euros sur cinq ans <sup>9</sup> selon le chiffrage du programme présidentiel pour 2012. Le chiffrage n'est en l'espèce pas du tout une preuve de modération. Il montre sans ambiguïté que le projet repose sur la ségrégation, discrimination et expulsion et non sur une logique assimilationniste.

---

<sup>8</sup> L'exigence d'invisibilité est une constituante majeure du racisme et de l'islamophobie en Europe, elle est au cœur des trois points de cristallisation islamophobes: voile, prières de rues et minarets.

<sup>9</sup> Chiffrage du projet présidentiel, 12 janvier 2012.

Par exemple, mettre au compte des coûts de l'immigration la scolarisation des enfants d'immigrés n'a de sens que dans une logique de ségrégation ou expulsion. Cette idée est absurde d'un point de vue national ou nationaliste. La France sera, bien entendu, plus forte si tous les enfants qui y vivent en maîtrisent la culture et ont un haut niveau scolaire. De même, ne plus permettre aux immigrés ou étrangers de se soigner est imbécile du point de vue de la santé publique.

Le FN dit et répète que l'assimilation/intégration des populations immigrées est difficile, lente ou impossible. Or ce parti représente dans les faits un courant qui ne souhaite pas cette intégration, qui la refuse et qui prône des mesures ayant pour résultat de l'empêcher. Le FN privilégie donc la logique identitaire ethno-religieuse à une logique nationaliste. Son programme traduit les priorités implicites : mieux vaut moins de francophones mais blancs, mieux vaut une France plus faible mais exclusivement chrétienne.

18

- Le dernier point commun, essentiel, des discours tenus par les droites populistes xénophobes européennes réside dans leur capacité commune à capter et exacerber les paniques identitaires. La crainte, l'appréhension du risque sont des attitudes rationnelles, la panique est un phénomène incontrôlable. L'enjeu défini serait l'existence même des peuples européens dans leur réalité physique (biologique ou raciale), dans leur culture, leur mode de vie ou leur religion.

De ce point de vue, le Front national insiste depuis quelques années plus sur la culture, sur le mode de vie, sur la religion qui seraient menacés, reléguant au deuxième plan la menace sur l'identité ethnique qui était désignée explicitement par le FN à la fin des années 1990<sup>10</sup>. La focalisation de la panique identitaire sur les musulmans s'est cristallisée dans les années 1990 au FN, en même temps qu'elle se développait chez les autres populistes xénophobes européens. Cette reformulation islamophobe du racisme anti-arabe lui donne des relais plus larges, légitime l'expression de la xénophobie et permet d'élargir les milieux sensibles à ces paniques identitaires.

---

<sup>10</sup> Ainsi la conclusion du XXII<sup>e</sup> colloque du Conseil scientifique du FN en 1996, prononcée par Bruno Mégret, résumant le contenu des travaux : « Il existe bien un peuple français dont l'origine remonte au mésolithique et au néolithique. De surcroît, tous les apports extérieurs viennent d'ethnies appartenant au même rameau indo-européen. [...] Avec l'immigration extra-européenne, nous rompons avec quatre mille ans de continuité. »

Dans la grande variété des structures qui cristallisent en Europe cette sensibilité de droite populiste xénophobe, le FN est un des plus stables, il appartient à la droite radicale, à la droite révolutionnaire. Si le Front national est bien un membre de la famille des droites populistes xénophobes, tous les partis de la droite populiste xénophobe ne partagent pas pour autant, deux caractéristiques essentielles du Front national. D'une part, celui-ci est issu de l'extrême droite, d'autre part, il est toujours aujourd'hui un parti de droite radicale, de droite révolutionnaire.

La comparaison avec les droites révolutionnaires des années 1930 est délicate mais nécessaire, d'autant qu'elle est souvent opérée à mauvais escient. Elle est très pertinente au niveau idéologique, ainsi l'analyse de l'idéologie, des idées des droites révolutionnaires opérée par Zeev Sternhell<sup>11</sup> s'applique point par point à la synthèse idéologique opérée au sein du Front national dans les années 1990, avec la réserve importante que les différences sont fortes sur deux points essentiels !:

- En premier lieu si le rôle de l'État est valorisé par le Front national, ni le rôle ni la réalité du parti ne font écho à ce qui existait dans les années 1930. Les intellectuels des droites radicales ont repris le vocabulaire de « l'hégémonie idéologique » gramscienne, ils ne font pas pour autant du parti le « Prince moderne »<sup>12</sup>, un acteur majeur de l'Histoire. Le FN n'est pas adulé en tant que structure, il n'a jamais été capable d'organiser des rassemblements de masse, ses manifestations poussives ne rappellent pas les rassemblements fanatisés des années 1930, ni même les meetings du Jobbik hongrois<sup>13</sup> du XXI<sup>e</sup> siècle. La crise du militantisme, le remplacement de partis de masse par des appareils électoraux concernent aussi la droite radicale qui fonctionne aujourd'hui plus comme un appareil électoral que comme un parti militant.

- Deuxièmement, Jean Marie Le Pen, pas plus que Marine Le Pen, ne sont ni n'ont été l'objet d'un culte spontané ou organisé, malgré le rôle clef joué par Jean Marie Le Pen puis Marine Le Pen

---

<sup>11</sup> *La droite révolutionnaire (1885-1914). Les origines françaises du fascisme*, Paris, Éditions du Seuil, 1978 et *Ni droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France*, Éditions du Seuil, 1983.

<sup>12</sup> « *Notes sur Machiavel, sur la politique et sur le Prince moderne* », Antonio Gramsci, 1931-1933.

<sup>13</sup> Mouvement capable d'aligner des centaines de miliciens en uniforme (*Magyar Gárda Hagyományörző és Kulturális Egyesület*, Garde hongroise pour la défense des traditions et de la culture).

pour représenter et fédérer le parti. De fait, les capacités de bateleur, l'intelligence politique et l'énergie des Le Pen ne se sont jamais accompagnées de la moindre ambition intellectuelle et théorique. Pas le moindre livre programme, rien de comparable au grand discours programme d'un Atatürk, au petit livre rouge de Mao, au livre vert de Kadhafi, pas de *Mein Kampf* lepéniste, pas d'article théorique comme sut en écrire Mussolini, pas d'ambition de régir arts, sciences et culture, comme Staline et ses épigones. La droite radicale incarnée par le FN n'a pas de caractère totalitaire.

Loin d'être définies par une seule base sociale, les droites radicales européennes mobilisent plusieurs publics et s'appuient sur des couches sociales particulières, différentes selon les mouvements en cause. Elles s'avèrent capables de s'appuyer en priorité sur une ou l'autre, successivement, voire simultanément.

## **Le Front national joue sur deux bases sociales principales**

20

La première base sociale du FN se recrute au sein des couches moyennes menacées par la modernisation. Ces milieux constituent un des deux piliers les plus anciens de l'électorat du Front national, ils ont longtemps fourni le plus grand nombre de ses militants et candidats.

L'autre composante de la base sociale du FN se trouve au sein des couches populaires, salariés, employés et ouvriers ou chômeurs. Le FN y a gagné une assise dès les années 1980, assise qui s'est consolidée au fil des ans, au point que, dans les sondages effectués au printemps 2011, 40% des ouvriers qui avaient l'intention de voter envisageaient de le faire pour Marine Le Pen, cette proportion montant à près d'un sur deux parmi les ouvriers de la partie Est de la France <sup>14</sup>.

Le sujet a été au centre de multiples polémiques. Il est certain que les transferts directs de votes du Parti communiste vers le Front national ont été très limités, et les passages de militants d'un parti à l'autre très exceptionnels. Le socle des couches ouvrières votant aujourd'hui pour le Front national vient du basculement d'ouvriers qui votaient à droite <sup>15</sup> et votent aujourd'hui pour l'extrême droite.

---

<sup>14</sup> Jérôme Fourquet et Alain Mergier, *Le point de rupture, Enquête sur les ressorts du vote FN en milieux populaires*, Fondation Jean Jaurès, Paris 2011 (en téléchargement).

<sup>15</sup> Jacques Capdevielle, Elisabeth Dupoirier, Gérard Grunberg, *France de gauche, vote à droite?*, Presses de la FNSP, Paris, 1988.



Enfin les milieux populaires ouvriers, employés, et/ou habitant les quartiers périphériques sont les premiers tentés par l'abstention, qui est leur premier comportement électoral.

L'extrême droite française joue (dans le cadre du Front national et hors de celui-ci) sur plusieurs tableaux. Elle formule une hostilité explicite à la bourgeoisie qui reflète (de façon métaphorique) à la fois un sentiment des contre-révolutionnaires face à une classe subversive et la méfiance des petits, des prolétaires face à la classe dominante. En revanche, elle exalte les petits patrons et artisans, travailleurs propriétaires de leur outil de travail et menacés par la bourgeoisie mondialiste. Elle glorifie les petits, travailleurs, prolétaires, victimes de la mondialisation et adversaires des travailleurs prolétaires immigrés avec lesquels ils se concurrencent les emplois.

La rhétorique du Front national a pour objet d'unifier dans un même mouvement affirmation nationale et ressentiment social. C'est le bateleur Alain Soral, et son mouvement *Égalité et Réconciliation*, un court moment fusionné dans le FN, qui va tenter une synthèse, celle de «*l'union de la gauche du travail et de la droite des valeurs*», contre l'union de la droite financière et de la gauche des valeurs libérales/libertaires<sup>16</sup>.

Les populistes xénophobes européens ne viennent parfois pas du tout de l'extrême droite, ainsi, aux Pays-Bas, Geert Wilders (*Partij voor de Vrijheid*, Parti pour la liberté), ou l'Union du centre (UDC) suisse. Mais ceux qui sont des formations d'extrême droite ont su procéder à un renouvellement des thématiques par rapport aux corpus doctrinaux, et surtout au vocabulaire dominant dans les extrêmes droites.

Ces mouvements, en particulier ceux qui ont réussi à percer dans l'opinion publique, ont témoigné d'une intelligence politique, d'une capacité à comprendre et capter des éléments de la crise sociale et idéologique, et à catalyser ces facteurs de crise en offrant d'illusoires issues à la «*crise du sens*».

Pour accéder à l'espace politique «*légitime*» et éviter une marginalité politique nostalgique ou en sortir, ils ont dû adopter des langages ou des références modernes, des formulations contemporaines pour des thématiques autoritaires ou xénophobes, à partir des contradictions et mouvements idéologiques émergents ou en cours.

Ainsi, ont été mobilisés la thématique du droit des femmes, de la liberté d'orientation sexuelle, de la «*laïcité*».

---

<sup>16</sup> Alain Soral, *Comprendre l'Empire, demain la gouvernance globale ou la révolte des nations?* p. 223-224, Éditions Blanche, Paris 2011, 238 p.

Dans le même temps, des personnalités ou des organisations issues des milieux militants féministes, homosexuels ou laïcs ont été profondément divisées <sup>17</sup> au point qu'ont convergé dans les mêmes formulations islamophobes des parcours venus de bords politiques opposés.

## **Au Front national, le renouvellement des thématiques a porté ses fruits**

Il lui a permis de se dégager d'une rhétorique minorisante axée sur les valeurs traditionnelles et religieuses (celle qu'illustre Bruno Gollnisch). Le soi-disant « nouveau discours » du FN met ce parti au diapason des autres droites populistes radicales européennes qui ont d'autres origines et une autre histoire, ces groupes parlent pour l'essentiel le même langage.

22

En revanche, le cœur de ce « nouveau discours » du FN traduit une ambition programmatique et idéologique formulée dès les années 1990. Il ne s'agit donc pas d'un travail de rupture avec l'extrême droite, mais des fruits d'un programme délibéré de reformulation des thématiques d'une droite radicale moderne. Il s'agit de donner plus d'efficacité et de cohérence et un meilleur ancrage aux intuitions fondamentales des droites révolutionnaires. Le travail a été effectué dans le cadre du Conseil scientifique du Front national (depuis décembre 1988), et de la revue *Identité* dont les 25 numéros ont paru durant la décennie allant de 1989 à 1998. Il s'est agi pour le FN de prendre la mesure des « mutations idéologiques ».

Dans le numéro d'*Identité* de novembre 1989, au moment de l'écroulement des régimes de l'Europe orientale, Jean-Marie Le Pen signe l'éditorial qui affirme « Les nations de l'Europe de l'Ouest, politiquement indépendantes, doivent aider les nations de l'Est à se détacher de l'orbite soviétique. Or le libéralisme décadent de nos pays occidentaux, plus proches du socialisme que de l'idéal de liberté, n'a pas la vigueur nécessaire à cette mission historique. Il a adopté les contre-valeurs de la gauche, favorables aux objectifs du

---

<sup>17</sup> Par exemple, les organisatrices de manifestations féministes ont exclu de nombre de leurs initiatives des groupes qui se définissent féministes et musulmans ; le 29 octobre 2011, le collectif citoyen HM2F (Homosexuels musulmans de France) s'est vu refuser l'adhésion à l'inter-LGBT (Lesbiennes, gays, bisexuels, transidentitaires) parisienne ; le groupe *Riposte laïque* a co-organisé des initiatives islamophobes avec des groupes de l'extrême droite radicale.

communisme »<sup>18</sup>. La revue précise que, « à l'affrontement marxisme libéralisme a déjà succédé un nouveau débat : celui des droits de l'homme contre l'identité ».

De même, le rejet du libéralisme et du libre-échange est parfaitement explicite : Jean Marie Le Pen lui-même en a ainsi à plusieurs reprises critiqué les fondements : ainsi lors du XIII<sup>e</sup> colloque du Conseil Scientifique du Front national, en 1997, « Dans les conditions actuelles, la mise en œuvre sans restriction d'un libre-échange total, n'aboutit plus, comme le voudrait la théorie économique classique, à une situation avantageuse pour chaque pays, mais au contraire à des spécialisations génératrices de chômage. [...] On reconnaît là une fois de plus le vieux raisonnement de Ricardo, à toi le vin de Porto, à moi les cotonnades et les filatures. Ce schéma n'est plus applicable »<sup>19</sup>.

Le travail de synthèse et de reformulation effectué au cours des années 1990 constitue la charpente du discours du FN des années 2010. Il est utilisé par Marine Le Pen, avec plus d'aisance que ne le faisait son père. Mais elle se situe dans la continuité, à l'aboutissement d'un travail entrepris il y a plus de 20 ans, sous l'influence de plusieurs facteurs distincts :

- Un souci de synthèse idéologique nécessaire entre les différents courants constituant le FN. En particulier entre les courants catholiques traditionalistes pour qui « le libéralisme est un péché »<sup>20</sup>, et les cadres issus du GRECE qui ont rejoint le Front national vers 1985.
- Le souci que cette synthèse soit audible, « moderne »<sup>21</sup>.

---

<sup>18</sup> *Identité*, n° 4 novembre/décembre 1988, « Les mutations idéologiques », p. 3.

<sup>19</sup> *Pour un nouveau protectionnisme*, XIII<sup>e</sup> colloque du Conseil scientifique du Front national, p.124. La critique de Ricardo sera reprise, dans les mêmes termes, par Jean-Marie Le Pen lors du discours aux militants à l'occasion du défilé annuel du 1<sup>er</sup> Mai.

<sup>20</sup> *Le libéralisme est un péché*, écrit par l'ecclésiastique catalan Don Félix Sarda y Salvani (1844-1916), a été plusieurs fois édité par les courants catholiques intégristes (Téqui, *Le Sel de la Terre*, Éditions Saint-Remi, Éditions pamphiliennes, etc). Ce livre était recommandé en ces termes par leur chef de file : « Jamais plus qu'aujourd'hui la lecture de ce livre est nécessaire pour tous ceux qui veulent se désintoxiquer des erreurs du libéralisme ». M<sup>gr</sup> Lefebvre, le 23 novembre 1975.

<sup>21</sup> « Différent des partis, le Front national ne saurait cependant être assimilé à un quelconque mouvement de la droite d'avant. S'il plonge idéologiquement ses racines dans la tradition de la droite nationaliste et

- L'adoption dès 1988 d'un nouveau paradigme mondialisme/peuples enracinés qui se substitue à l'opposition « monde libre/communisme ».
- L'adoption d'une stratégie de double carburant politique alliant mobilisation nationaliste/identitaire et ressentiment social.
- La prise en compte de la mutation de la base sociale du FN <sup>22</sup> et la tentative de créer des relais dans les couches populaires et au sein du mouvement syndical.

La période « libérale » du FN a duré une dizaine d'année entre le programme de 1978 et le programme pour les législatives de 1986 qui évoque la « révolution libérale » à entreprendre <sup>23</sup>, alors que Jean-Marie Le Pen se décrit comme « le Reagan français ». Cette période est un court intermède dans l'histoire de ce courant. L'histoire de cet intermède reste à écrire, le retour à l'antilibéralisme étant permis par la prise de la coresponsabilité du travail idéologique du FN par des cadres du GRECE, nouvelle droite néopaienne, la chute du mur servant de prétexte pour masquer ce retournement à 180 degrés.

## Des emprunts à la gauche

24

Le discours économique du FN a repris des propositions ou un vocabulaire aux économistes de gauche, au Front de gauche <sup>24</sup>, aux altermondialistes, voire à l'extrême gauche :

- Autour de la thématique de la défense du service public : « Les services publics sont un patrimoine de première importance auquel les Français sont très légitimement attachés. L'un des plus grands crimes commis par les gouvernements UMP et PS

---

contre-révolutionnaire et s'il incarne à ce titre le retour en politique des vraies valeurs de la droite, il ne s'affirme pas moins résolument attaché à la république et à la démocratie, réalisant ainsi une synthèse originale jamais opérée jusqu'ici. » *Identité*, « La Modernité du Front national ».

<sup>22</sup> Présentation par Bruno Mégret, délégué général du Front national, dans *Présent* du 9 mars 1992, de 51 propositions sociales, avec notamment l'augmentation des bas salaires.

<sup>23</sup> « Il faut ramener l'État à son rôle, désétatiser l'économie et supprimer les carcans bureaucratiques ; et pour la réussir, il faut valoriser l'initiative individuelle, l'entreprise et le profit [...]. L'État n'est pas une institution destinée à faire le bonheur des hommes mais à assurer la survie de la nation. Il doit intervenir dans ce qui relève de la sphère publique (sécurité, défense, diplomatie) et rendre à l'initiative individuelle ce qui relève de la sphère privée. »

<sup>24</sup> Coalition électorale du Parti communiste et du Parti de gauche.

successifs consiste à avoir méthodiquement travaillé à démanteler ce trésor national, en particulier dans les zones rurales. Les services publics sont un vecteur essentiel de l'égalité entre les citoyens. Le redressement des services publics constitue donc un axe essentiel du projet présidentiel, et s'inscrit en cohérence avec la restauration d'un État fort, partout sur le territoire».

- Il en est de même en ce qui concerne la nationalisation du secteur de l'énergie que le FN a inscrite à son programme: «La reprise en main par l'État du secteur de l'énergie, qui doit contrôler la politique tarifaire et participer activement à la lutte contre la spéculation sur les prix de l'énergie.»<sup>25</sup>

« L'État stratège aura vocation à redevenir actionnaire majoritaire ou exclusif des grandes entreprises stratégiques de service public, dans les domaines des transports et de l'énergie notamment.»<sup>26</sup>

« Le plan d'action proposé est le suivant :

- annulation de la hausse de 5,2% des tarifs du gaz en avril 2011, alors que GDF Suez réalise d'énormes bénéfices ;

- baisse immédiate de 20% de la TIP, et compensation par une surtaxation réelle des superprofits des grandes compagnies pétrolières et gazières (10,5 milliards d'euros pour Total l'an dernier, + 25%);

- reprise en main du secteur de l'énergie par l'État stratège, aux dépens des directives européennes ultralibérales ;

- lutte contre la spéculation internationale sur les produits de base via une négociation internationale et une régulation des contrats à terme »<sup>27</sup>.

- En matière de défense du niveau de vie, le Front national réclame le « Rétablissement de l'échelle mobile des salaires: les salaires devront être indexés sur l'inflation, pour éviter des pertes de pouvoir d'achat annuelles parfois égales à 3% ». Cette revendication historique du mouvement ouvrier a notamment été formulée dans le « programme de transition » rédigé par Léon Trotski pour la Quatrième Internationale « Contre la cherté de la vie, qui, au fur et à mesure que la guerre se rapprochera, prendra un caractère de plus en plus débridé, on ne peut lutter qu'avec le mot d'ordre de l'échelle mobile

---

<sup>25</sup> Marine Le Pen, 28 mars 2011 sur France 2, dans l'émission *Mots croisés*.

<sup>26</sup> Projet économique du Front national, Les grandes orientations (avril 2011) p. 17.

<sup>27</sup> Projet économique du Front national (avril 2011), p. 22.

des salaires. Les contrats collectifs doivent assurer l'augmentation automatique des salaires, corrélativement à la montée des prix des articles de consommation.» Cette disposition a eu force de loi en France sous la IV<sup>e</sup> République, puis interdite, revenue dans des conventions collectives, elle a de nouveau été proscrite en 1982 par un gouvernement socialiste. Elle figure dans le programme du NPA et de Lutte ouvrière.

- Autant le FN prône certains éléments de programme économique identiques à ceux de la gauche, autant, en revanche, le FN reste muet sur le social, sur les relations de classe. Il gomme l'existence et le rôle des classes réelles (car il nie la « lutte des classes ») et il se livre à la place à une dénonciation permanente d'une « super-classe » idéologique, des dirigeants mondialisés.

Il extranéise la super classe, il occulte le fait que la mondialisation soit un rapport social. Le FN passe sous silence que les multinationales françaises (les grandes comme les petites) détruisent des emplois en France et choisissent de produire là où cela leur permet de réaliser la meilleure marge. Ainsi, pour le Front national, le patronat national fait partie, avec les salariés, du peuple victime de la mondialisation. En rendant « étrangère » cette superclasse le discours du FN peut aisément s'articuler avec des lectures complotistes ou religieuses (ou les deux à la fois), et « nationalise » implicitement le capital « français » (hors du « grand capital », des 200 familles) qui se trouve intégré de facto dans une vision de solidarité nationale.

Le discours social a été « construit » dans les années 1990 comme l'un des carburants politiques pour un parti de droite révolutionnaire.

## **Un discours « social » auquel il ne renoncera pas sans de solides raisons**

Dans le schéma le plus fréquent, le mouvement xénophobe procède par un échange quasiment explicite : la droite de gouvernement applique des mesures xénophobes-sécuritaires (qui sont importantes pour les droites populistes xénophobes) contre un soutien aux aspects politiques et économiques de son gouvernement libéral-conservateur. Chacun « achète » le soutien de l'autre aux mesures qui lui semblent essentielles.

Dans le cas du Front national, le discours social n'est pas un simple « plus » auquel il pourrait renoncer, même en échange de la mise en application de mesures xénophobes.

D'une part, le FN veut une mutation nationaliste autoritaire plus radicale que ce que peut entreprendre un gouvernement

conservateur. D'autre part, ces thématiques ont tissé un lien de plus de deux décennies entre le FN et son électorat populaire. Enfin, les aspects les plus radicaux, sociaux, antilibéraux des propositions du FN lui permettent de maintenir une distance avec la droite, de signaler que la droite défend des intérêts politiques et sociaux opposés à ceux des couches populaires. Ces propositions deviennent une assurance pour éviter que cet électorat populaire conquis par la droite radicale revienne vers la droite conservatrice. Ce programme social est une digue, un verrou pour interdire ou limiter la circulation des électorats, le Front national n'a plus besoin de croire à son programme « social » pour avoir intérêt à le défendre.

Mais le programme antilibéral du FN, qui le distingue de nombre des autres mouvements populistes xénophobes européens (mais le rapproche du NPD allemand), n'est pas pour autant un programme de gauche ou socialiste. Le Front national, qui est un courant de la droite radicale, n'a aucune raison de se laisser absorber par la droite classique. Modernisé, présentable tout en cultivant l'aspect social qui sert de cliquet, et vertébré par une solide culture de droite révolutionnaire, il est, malgré la faiblesse de son appareil, une des plus solides formations européennes de droite radicale. Le socle du FN est constitué par des couches sociales qui vivent la crise (qu'elles la comprennent ou l'analysent mal est très secondaire). Elles vivent, au-delà de la crise économique, une crise de civilisation, crise du sens, crise des perspectives, crises de la démocratie.

L'antilibéralisme et les emprunts à la gauche trouvent leur limite dans l'abstention de toute critique du capitalisme, du rapport salarial, de la propriété privée. La même configuration se remarque dans les programmes des droites radicales d'entre deux guerres, pour la même raison fondamentale<sup>28</sup>. C'est que l'ethnique ou national absorbe le social.

Ainsi le programme du FN entre en contradiction avec la pratique du mouvement ouvrier quand il prône la préférence nationale contre la défense de tous (toutes) les salarié-e-s. Ce n'est pas l'exploitation patronale qui est contestée, mais les droits d'une partie des salarié-e-s. Les aspects sociaux du programme du FN constituent donc un leurre, une impasse contre-productive, car la solution proposée est la « préférence nationale », une forme d'apartheid

---

<sup>28</sup> De ce point de vue, l'édition en 2012 de la première traduction française de textes de Gottfried Feder (le rédacteur du programme économique du NSDAP) par Pierre Vial, un des responsables du tournant « social » du FN dans les années 1990, recueil préfacé par Roland Wuttke, un responsable du NPD, est emblématique.

propre à affaiblir la position de tous les salariés face au patronat. Le FN veut institutionnaliser les mesures créant deux marchés du travail, favorisant la coexistence d'une population sans droits qui, inévitablement, serait utilisée comme levier contre les droits de tous, en particulier des « nationaux ».

Mais le programme du FN se livre au même type d'occultation dans ses propositions utilisant des formules « de gauche » en matière économique et industrielle. En effet, en dénonçant la mondialisation libérale et les délocalisations, le FN peint un tableau dans lequel l'économie nationale est en prise aux attaques déloyales des économies émergentes, avec la complicité des autorités européennes. Or la désindustrialisation d'un pays comme la France est due à plusieurs facteurs, mais les délocalisations qui ont lieu sont toujours des décisions des patrons des entreprises ou du groupe dont fait partie le site délocalisé. C'est toujours la recherche du plus grand profit par la direction des entreprises qui est en cause. De ce fait, la dénonciation des méchants Chinois est un leurre qui détourne la colère des salariés des vrais responsables. Et les mesures protectionnistes (qui peuvent être utiles) sont moins efficaces que d'obliger, par la loi et le rapport de force social, les entreprises européennes à renoncer à toute forme de dumping social. Ici le « national » imaginé vient encore masquer, voiler le social réel.

28

## **Le Front national peut avoir un bel avenir devant lui**

Les droites populistes xénophobes européennes prospèrent dans un espace politique continental créé par l'incapacité de l'Europe à se construire en tant que puissance reposant sur un modèle social attractif. L'avenir du FN dépend donc en dernière analyse de la persistance ou de la fermeture de l'espace politique européen dans lequel prospèrent les droites populistes et xénophobes et des paniques identitaires.

Cet espace se dissoudra avec l'apaisement des paniques identitaires et avec des solutions à la crise multiforme que connaît le continent européen.

Point n'est besoin que tous les problèmes soient résolus, mais il faut que des courants politiques proposant des solutions socialement crédibles existent. Car les discours moralisateurs ne sont pas pertinents ni efficaces pour contrer les mouvements qui exploitent les paniques xénophobes, et encore moins ceux de droite radicale.

À la configuration opposant un parti ni républicain ni vraiment démocratique aux autres courants du champ politique traditionnel



se substitue un combat aux multiples acteurs dans lequel la gauche radicale va se battre contre les droites radicales avec ses propres arguments. Car, au plan économique sur lequel le FN s'est délibérément placé il n'existe pas d'équivalent aux valeurs consensuelles républicaines, liberté, égalité, fraternité, il n'existe pas de minimum démocratique commun.

Il s'agit de construire une autre Europe, ni Europe libérale, ni Europe forteresse, s'appuyant sur des acteurs politiques et sociaux continentaux, autour de perspectives sociales et politiques européennes (ne serait-ce qu'une protection sociale européenne, des services publics européens), une Europe capable enfin de jouer un rôle positif effectif dans les relations internationales.

Pareil projet est un projet en rupture, suppose de gagner de vraies épreuves de force politiques et sociales, et donc de construire les acteurs politiques capables de les mener à bien. La remise en cause du traité de Maastricht, qui scelle dans le marbre le caractère libéral de la communauté, suscitera par exemple des résistances acharnées.

Le temps des larges coalitions contre l'extrême droite est révolu. Le relatif confort d'une opposition bipolaire entre les droites radicales et tous les autres aussi. L'illusion de combats sur des valeurs morales s'évanouit. Le Front national est un des plus coriaces représentants d'un courant politique européen qui traduit à sa façon une demande de politique. Il ne pourra être contré que par des réponses politiques, par des acteurs proposant d'autres voies de sortie de la crise.

